

Un des multiples avatars du projet du Grand

Le texte qui suit est tiré d'une conférence que l'auteur a donnée en avril 2013^(*) à l'université Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou et mise à jour à la suite des événements qui ont embrasé la région du Grand Moyen-Orient depuis cette date. La thèse qui y était défendue était que tous les événements qu'a vécus, pendant les trois décennies passées, la région qui va de l'Afghanistan à l'extrême-est jusqu'au Maghreb à l'ouest est la résultante d'une stratégie conçue et mise en œuvre par les néoconservateurs américains avec à leur tête la fine équipe qui entourait le président Georges Bush J^r : Dick Cheney, Donald Rumsfeld, Paul Wolfowitz et Condoleezza Rice.

Le texte qui suit peut légitimement donner l'impression que l'auteur est un adepte de la théorie du complot, très à la mode par les temps qui courent. Pour ces «analystes», tout ce qui s'est passé, se passe ou se passera d'important dans le monde est l'affaire de comploteurs tapis dans l'ombre (le plus souvent judéo/israélo/américains) qui manipulent les marionnettes constituées par tous les autres : Etats, sociétés et même individus.

Dans sa forme, en effet, le projet du Grand Moyen-Orient («Greater Middle East» dans son appellation originale) ressemble effectivement à un complot des néoconservateurs américains qui vise à détruire par tous les moyens, y compris militaires, tous les Etats qui pourraient constituer des adversaires avérés ou potentiels à ses visées hégémoniques. Il s'agit d'une stratégie à long terme, mise au service d'une idéologie de domination mondiale, née à la suite de l'effondrement du monde soviétique et ne laissant en place que la seule superpuissance américaine. Superpuissance qui en profitera pour modifier la géopolitique mondiale à son seul bénéfice.

Et aujourd'hui encore, le projet GMO (ou GME) est toujours à l'œuvre, même si officiellement il a été abandonné par ceux-là mêmes — le G8 et six pays de la région — qui l'avaient adopté officiellement en juin 2004 à Sea-Island, sous l'appellation de «Partenariat pour le progrès et un avenir commun avec le Moyen-Orient élargi et l'Afrique du Nord».

L'administration Obama ne se revendique naturellement pas de ce projet, dont elle avait condamné les moyens utilisés (le mensonge) et ses effets les plus destructeurs en Irak. Le président américain avait même donné, pendant sa première campagne électorale et le début de son premier mandat, l'image d'un pacifiste engagé, hostile à toute idée de guerre hégémonique. Son discours du Caire du 4 juin 2009, sur le thème de «A New Beginning» («un nouveau départ») avait laissé croire que les Etats-Unis avaient négocié un nouveau tournant concernant leur politique au Moyen et Proche-Orient, jusque-là complètement déséquilibré et au service des seuls intérêts israéliens. Mais très vite, le monde s'est aperçu que le président Obama n'avait pas les moyens de mener sa nouvelle politique et s'est

résolu à poursuivre l'ancienne, y compris donc de mener à terme, en sous-main, le projet du Greater Middle East cher à son prédécesseur.

Le projet peut se résumer comme suit : démanteler tous les Etats de la région du Grand Moyen-Orient qui paraissaient trop forts (ou qui pouvaient le devenir) et menaçaient de constituer une menace pour les intérêts économiques et/ou stratégiques des Etats-Unis (ou de son allié principal, Israël). Il s'agissait, à travers des guerres, menées ou non directement par les Américains, de faire imploser les Etats récalcitrants et les transformer en une multitude de petits Etats non viables économiquement et instables politiquement.

En dehors de la première guerre d'Irak menée par Georges Bush sénior à la tête d'une coalition de 34 pays soutenus par l'ONU, qui pouvait effectivement paraître comme une «guerre juste» parce qu'elle était destinée à libérer le Koweït occupé militairement par les troupes de Saddam Hussein, les premières expériences entrant dans le projet GMO ont eu lieu juste après les attaques du 11 septembre 2001 en Afghanistan d'abord (octobre 2001), en Irak ensuite (mars 2003). Elles se sont continuées avec la Libye en 2011 (par l'intermédiaire de la France de Sarkozy, à la solde de l'Oncle Sam), la Syrie à travers une guerre civile alimentée par les pétro-monarchies du Golfe, la Turquie et les puissances occidentales, à leur tête les Etats-Unis, ainsi que d'autres expériences dont nous traiterons plus loin. Toutes ces guerres ont pour objectif commun la mise au pas des Etats récalcitrants à la tutelle américaine et pouvant constituer un danger pour l'hégémonie dans la région de l'Etat d'Israël.

La nouveauté aujourd'hui — qui confirme le bien fondé de notre analyse d'avril 2013 — réside dans l'explosion du phénomène Daech (Etat Islamique en Irak et au Levant) et la création du khalifat d'Aboubakar El Baghdadi. Phénomène qui a été créé, couvé, financé et protégé jusque-là par la Turquie, l'Arabie Saoudite et le Qatar, avec la bénédiction des Etats-Unis. Phénomène qui constitue, à cause ou grâce à sa sauvagerie, l'opportunité attendue par les Etats-Unis pour réinvestir la région et mener à terme le projet, jamais réellement abandonné, du «Greater Middle East» (Grand Moyen-Orient).

Les réactions aux exactions de l'EIL

Derniers soubresauts dans l'histoire du Moyen-Orient déjà très riche en événements sanglants, le déferlement des hordes de l'EIL sur l'Irak, la débâcle de l'armée irakienne qui a abandonné près du tiers de son territoire, et la création de l'Etat islamique devenu khalifat sous la férule d'Aboubakar El Baghdadi qui a étendu son pouvoir à tous les territoires conquis en Irak et en Syrie et qui rêve d'aller bien au-delà, jusqu'au Maghreb et au Sahel.

Comme par enchantement, les Etats-Unis de Barak Obama refont surface et reprennent pied dans la région, à la tête d'une coalition hétéroclite d'Etats directement ou indirectement concernés par ce qui se passe dans la région. Il s'agit là de la continuation de la politique de

dépeçage de la région du Grand Moyen-Orient, telle que voulue, conçue et appliquée par les néoconservateurs américains de l'ex-président Georges Bush Jr.

L'intervention américaine et de ses alliés (France, Grande-Bretagne, Arabie Saoudite, Emirats arabes unis, etc.) a pour objectif officiel de protéger les populations chrétiennes et yazidis menacées de génocide par Daech, et de se débarrasser d'un groupe terroriste pourtant créé de toutes pièces, financé et protégé par le wahhabisme triomphant, mais devenu subitement une menace pour les Etats-Unis et ses affidés de la région. Il y a là comme une odeur de déjà vu : le même scénario qu'avec El Qaida, créé, financé et armé par la CIA (avec l'aide de l'ISI pakistanais) qui s'est retourné contre son mentor américain et est devenu son ennemi mortel.

L'opportunité est ainsi saisie de continuer l'œuvre de dépècement des Etats de la région, commencée avec la guerre contre Saddam Hussein qui a créé l'Irak éclaté d'aujourd'hui, qui s'est poursuivie avec l'implosion de la Libye et qui continue avec la sanglante guerre civile de Syrie qui finira certainement de la même façon que dans les deux autres pays.

Quelle que soit l'issue des guerres qui se déroulent dans la région, plus aucun des Etats concernés ne retrouvera sa situation antérieure d'Etat unitaire fort. L'Irak, même après la défaite annoncée de l'EI, se retrouvera, au mieux, diminué du Kurdistan qui a gagné par les armes le droit de se transformer en Etat autonome. Au pire, il implosera pour former trois Etats fondés sur des critères ethniques et/ou religieux : les kurdes d'un côté, les chiites de l'autre et les sunnites formant un troisième Etat.

La Syrie ne se portera pas mieux : les frappes américaines et de ses alliés contre les positions de Daech, et une probable intervention au sol qui s'ensuivra sont annonciatrices d'un dépeçage du pays en plusieurs entités. Car en même temps que les avions de la coalition pro-américaine détruisent les positions de l'EI et préparent sa destruction définitive, les Etats-Unis et ses alliés arment et forment les forces d'opposition syriennes (Armée syrienne libre) appelées à remplacer, d'abord l'EI sur les positions qu'il occupe aujourd'hui, puis à affronter l'armée de Bachar El Assad à partir d'une position plus forte et avec le soutien direct de militaires de la coalition pro-américaine, qui auront pris pied sur le sol syrien.

Les va-t-en-guerre occidentaux qui n'avaient pas pu attaquer la Syrie il y a un an à la suite de l'épisode de l'utilisation par l'armée syrienne d'armes chimiques trouveront ici une opportunité en or pour se débarrasser de Bachar El Assad et de son régime. Et dans ces conditions, même la Russie de Poutine ne pourra rien faire pour changer la donne et protéger son allié syrien.

Le résultat principal de cet épisode Daech pour la Syrie sera, bien entendu, la disparition de l'Etat syrien tel qu'il existe encore aujourd'hui. Il éclatera en plusieurs petites entités, dont le moins que l'on puisse dire est qu'elles ne seront pas amies : les Kurdes, bien sûr, qui ont déjà plus ou moins rejoint leurs compatriotes du Kurdistan irakien dans

Par Rachid Grim, politologue

la guerre contre Daech (les Kurdes irakiens et syriens sont les seules forces militaires qui combattent réellement, avec des fortunes diverses, l'hydre islamiste) ; les chrétiens qui ne voudront plus vivre sous le joug de musulmans quels qu'ils soient (sunnites ou alaouites) ; les Alaouites auront perdu leur toute puissance d'aujourd'hui pour devenir une minorité qui devra se protéger de la vengeance des sunnites ; les sunnites qui revendiquent un Etat sur la plus grande partie du territoire syrien, dont ils constituent la majorité religieuse.

Et ce n'est pas fini. D'autres Etats sont déjà victimes du plan de démantèlement imaginé et mis en œuvre à Washington : c'est le cas du Yémen qui vit une crise identitaire, politique et sécuritaire paroxysmique et qui lutte désespérément pour maintenir une unité de façade. Celle-ci ne résistera pas aux coups de boutoir que lui assènent quotidiennement toutes les forces de division qui la traversent depuis toujours et qui se sont exacerbées depuis 2011 avec le «printemps» qu'a connu le pays.

D'autres Etats, qui paraissent pourtant solides, se retrouvent sur la défensive : l'Arabie Saoudite qui, outre la crise de succession qu'elle vit depuis des lustres et le développement continu de l'idéologie des «Frères musulmans» qui s'opposent frontalement au wahhabisme historique, connaît des revendications de la part de la minorité chiite (10% de la population) fortement discriminée par la majorité sunnite (wahhabites et Frères musulmans réunis dans leur haine du chiisme).

Par ailleurs, depuis les événements du 11 septembre 2001, l'Arabie Saoudite n'est plus en odeur de sainteté à Washington qui se méfie de son extrémisme religieux, grand producteur de djihadistes. La Turquie elle-même, pourtant membre important et incontournable de l'Otan, n'est pas à l'abri de manœuvres de déstabilisation. Elle craint plus que tout l'irrédentisme kurde qui n'attend qu'une occasion pour rebondir et exiger son indépendance ou au moins une très forte autonomie.

Cette occasion pourra être fournie par la «victoire» des peshmergas irakiens et des kurdes syriens contre Daech et les bénéfices qu'ils en tireront en matière d'indépendance de leurs provinces.

D'autres pays sont touchés par cette fièvre fractionniste : nous avons déjà abordé le cas de la Libye, qui à moins d'un miracle (qui viendra peut-être du retour en grâce de la diplomatie algérienne et de son combat pour une solution politique à la crise que connaît le pays) sera fractionnée en au moins trois entités ennemies : la Tripolitaine au nord, le Fezzan au sud et la Cyrénaïque à l'est. Mais c'est surtout la situation historiquement conflictuelle entre Tripoli et Benghazi (conflits tribaux, augmentés ces dernières années par la donne islamiste, à Benghazi et ailleurs) qui constitue le détonateur le plus sensible pour l'explosion définitive de l'Etat libyen. Les ambitions personnelles des grands chefs de guerre répartis sur tout le territoire ajoutent énormément au chaos ambiant.